

A travers l'exil et l'attente

RÉFUGIÉS Le Centre des demandeurs d'asile de Bayonne réunit des candidats à l'accueil. Tous fuient l'oppression de leur pays d'origine

PIERRE PENIN
pennin@sudouest.fr

Freddy (1) tente de songer à autre chose, mais c'est impossible. « C'est dans ma tête. Hier, j'écoutais de la musique, et c'était là. » Dans quelques jours, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) décidera de l'avenir de sa famille. Lui, sa femme, ses parents et ses deux frères ont fui l'Azerbaïdjan en juillet 2014. Ensemble, poussés à l'exil par le régime autoritaire de l'hamei Allah, président du petit pays sud caucasien.

Dans l'appartement qu'ils occupent à Anglet, la mère tient à servir le thé, malgré le refus poli des visiteurs. Depuis plus d'un an, le Centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) de Bayonne aide Freddy et les siens. Soutien au quotidien et aide dans les méandres d'un parcours administratif parfois difficile à appréhender. Demain tient en un mot : positif ou négatif, soupire le jeune homme. La réponse de l'Ofpra à la demande d'asile des Azéris.

Il faut « espérer »

Freddy se torture en conjectures. « Je connais des gens avec des engagements politiques qui les exposent dans leur pays. Ils pensaient avoir réuni toutes les preuves et on leur a dit non. » À l'inverse, d'autres connaissances dont il n'aurait jamais imaginé que la France les accueillera. « C'est tout sauf des activistes. Je ne sais pas quoi penser, je ne peux pas savoir ce qu'on va nous dire, je ne peux qu'espérer. »

Début 2014, le jeune homme étudie à l'université de Bakou, la capitale, quand un tumulte populaire secoue les rues de Quba, d'où il est originaire. « C'était un ras-le-bol des gens. Ils dénonçaient le pouvoir local corrompu. Le manque de liberté. » Le père de Freddy est ouvrier, « pas un militant politique ». Mais il a participé aux manifestations. Comme un citoyen fatigué des injustices, Freddy et ses frères prennent part aux « marches ». « C'était un moment exaltant. On pensait qu'on pouvait changer quelque chose. »

La police arrête son père. Le soupçon insurrectionnel de ces journées

12,8 %

C'est, en 2013, le taux de réponses positives données par la France, via l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, aux demandes d'asile des étrangers. Un chiffre extrait du projet de loi sur la réforme du droit d'asile. Cette même année, plus de 66 000 demandes étaient formulées. Un chiffre en constante augmentation. En 2007, la France a enregistré un peu plus de 35 000 demandes. Pour 11,6 % de réponses positives.

n'est pas encore étouffé. « La population a envahi le commissariat. Ils ont relâché les manifestants. Mais mon père était identifié. Il y a eu des menaces des agents de police. Ils sont allés le voir chez nous et ils l'ont frappé. » La famille doit quitter Quba. Elle rejoint Bakou.

Kafka

Quelques jours plus tard, un oncle les contacte. « Il nous prévient que la police vient tous les jours chez nous. Il nous dit de ne surtout pas revenir. » Les autorités ont signé une convocation devant la justice azérie à laquelle personne ne croit.

« J'espère qu'on aura une réponse positive. Qu'on puisse s'engager dans nos vies »

Des organisations, comme la Fédération internationale des droits de l'Homme ou Amnesty, dénoncent régulièrement la répression des opposants politiques et journalistes. Freddy espère un soutien en cours de droit il tire de son sac un livre emprunté à la médiathèque de Bayonne. « La Métamorphose », de Kafka. L'auteur (chèque du « Procès », monument littéraire contre l'oppression politique. « Sacré roman, hein. »)

Son père est recherché. Et le fils ne présente pas franchement les ga-



ranties de docilité goûtées par le régime. Il milite au sein d'un mouvement culturel et contestataire. L'association défie l'autocrate Allah. Elle édite des ouvrages politiques interdits, défend les droits des minorités.

La loi du passer

Lui, ses frères, voient des agents débarquer sur leurs lieux de travail. « Ils voulaient savoir où était notre père. Mes frères ont été violentés. Ils ont fini par nous donner un ultimatum. » Ils ont quinze jours pour livrer leur père sans quoi, ce sont eux que la police arrêtera. C'est fini. On a trouvé quelqu'un pour partir. Un passeur qui leur extorque 20 000 euros, pour six personnes. Une ponction considérable. Deux voitures, cinq jours de route par la Russie et l'Ukraine. « On a mis longtemps, mais on voulait faire des paquets. Ma femme était enceinte. »

Au bout du périple - Bordeaux - « On n'a pas choisi la destination finale. C'était à prendre ou à laisser. »

Trois mois de ballottements. La famille découvre le lit submergé par la détresse ordinaire. Les dizaines d'appels pour une incertaine solution. Forcément très rares, lors qu'elle vient. Les frères. Une chambre d'hôtel, parfois. Les journées interminables s'écoulent à la recherche d'un abri pour la nuit. L'attente qui suit l'attente. Freddy garde de ces semaines l'image de son père, déroté, assis sur un banc public. « Il ne savait pas quoi faire. On était paumés. Les services sociaux l'orientent finalement vers le Cada de Bayonne. »

L'organisme les aide à construire leur dossier de demande d'asile. On les prévient que le temps de l'instruction peut être long. Les candidats doivent prouver les dangers qui les guettent chez eux. L'Ofpra tente de vérifier leurs affirmations. « Dans cette période, ce qui est très dur, c'est de ne pas avoir le droit de travailler (2). Mon père, il a toujours travaillé. Il n'a pas eu de salaire. Ça a duré quinze mois, il se sent inutile.



Freddy espère que sa famille bénéficiera du droit d'asile en France. Ils attendent une réponse prochaine. (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

Il le vit très mal. » Beaucoup ont besoin d'une aide psychologique. L'ouvrier aux mains vides réalise des œuvres minutieuses en mosaïque, pour tromper l'ennui.

Comme Amélie Poulain

Freddy souffre de l'isolement. « Il y a la barrière de la langue. C'est dur de découvrir une autre culture. Je suis persuadé que si on pouvait travailler, on s'intégrerait plus vite. » Cela permettrait aussi un autre niveau d'autonomie. « L'État français fait beaucoup en nous logeant et en nous accordant une petite somme, mais tout le monde préfère subvenir à ses besoins. » On peut croiser le garçon, une fois par semaine, sur la route du Secours catholique. Le recours à la solidarité pèse. On rencontre au Cada des personnes parfois hautement qualifiées, qui ont dû tout abandonner. L'exil et la solitude

l'accompagne souvent du désespoir. Freddy a plusieurs fois proposé d'autres rendez-vous, « juste pour discuter ». Un café. Quelques heures de grappilles à la solitude. « J'espère qu'on aura une réponse positive. Qu'on puisse s'engager dans nos vies. » En reprenant le contrôle. Dans le pays où sa fille est née. « Elle est Bayonnaise », sourit-il. Elle s'appelle Amélie, à cause du film "Amélie Poulain", Freddy espère. Il n'a qu'une certitude. « On ne retournera pas en Azerbaïdjan. »

(1) Le prénom du témoin a été modifié. Certains événements relatés le sont avec de volontaires imprécisions et changements. Mesures nécessaires pour ne pas mettre en danger des proches restés au pays.

(2) Au moins la première année de procédure.

Le long travail du Cada de Bayonne

Le Centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) de Bayonne accueille une soixantaine de personnes. Elles vont y passer des mois, le temps de monter et d'écrire leur dossier de demande d'asile auprès de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Les candidats à l'asile ne sont pas des migrants économiques. Tous désignent un danger dans leur pays d'origine : persécution en raison de l'ethnie, de la religion, des choix politiques, de l'orientation sexuelle. Le Cada mène un délicat travail auprès

d'eux. Ses employés organisent l'assistance immédiate, matérielle, des demandeurs d'asile. Ils tentent aussi de les aider à prouver le récit qu'ils défendent devant l'Ofpra. Au Cada, la majorité des demandeurs arrivent désormais d'Europe de l'est, après des années d'un afflux de ressortissants africains.

Jusqu'à la décision de l'Ofpra, les demandeurs bénéficient de titres de séjour provisoires. En cas de refus de l'asile, ils disposent de quinze jours pour faire appel de la décision, à compter de sa notification. De nou-

veaux « papiers » provisoires sont alors délivrés, jusqu'au jugement de la Cour nationale du droit d'asile. À noter que la récente réforme du droit d'asile, si elle a permis de réduire le délai d'instruction, a aussi divisé en deux celui octroyé pour interjeter appel d'un refus. Lorsque tous les recours sont épuisés, les déboutés deviennent « expulsables ». Ils peuvent accepter « une aide au retour volontaire au pays ». Mais qui peut sérieusement croire que des personnes qui s'estiment en danger chez elles vont y retourner en sifflant ?